

Alain Tarrius.

***La remontée des Sud : migrations en réseaux, villes et territoires transnationaux dans les Bassins Est et Ouest méditerranéens.***

**Sédentarité, mobilité et migration: le transnationalisme migratoire.**

A l'articulation des années 80 et 90 apparaissent, en Amérique latine, dans le Sud Est asiatique et sur les pourtours méditerranéens nord et sud, de nouvelles formes migratoires<sup>1</sup> que l'on nomme « transnationales ». Elles se caractérisent par une mise en circulation internationale de collectifs de migrants pauvres, ethniques ou non. Les réseaux ainsi formés traversent plusieurs nations, soit en des mouvements de longues rotations, des sortes de « tournées » de chez soi à chez soi, sans qu'il y ait sédentarisation, soit en des allers-retours de type pendulaire, d'une ville d'origine à une autre de résidence, sa propre famille étant établie dans l'une et dans l'autre, et bien souvent dans d'autres encore, entre les deux. Ces nouveaux migrants, d'ici et de là-bas, par opposition à ceux que l'on désigne comme ni d'ici ni de là-bas, colportent des marchandises, par exemple actuellement des produits électroniques, mais aussi des vêtements et des pièces de rechange de voitures, afin de les diffuser dans les meilleures conditions parmi les populations pauvres des pays riches ou parmi les nations pauvres : un « entre pauvres », « *poor to poor* », qui sert au mieux les ambitions commerciales de grandes firmes multinationales. En effet le marché des pauvres présente un intérêt majeur pour ces entreprises mais les voies de l'import-export sont régulées par des instances internationales qui veillent, taxes et contingentements obligent, au bon ordre des hiérarchies de la richesse. La mobilisation des transmigrants pour contourner ces règles, passer les frontières en instituant des économies souterraines, et tirer leurs revenus des importants différentiels de valeurs dégagés de la levée *de facto* des régulations douanières, se généralise sur tous les continents. C'est ainsi que des recherches menées depuis une vingtaine d'années par des membres de notre équipe, ont permis d'évaluer à environ 45 000 Marocains chaque semaine le transit transnational entre Maroc, Espagne

---

<sup>1</sup> Nous utiliserons la notion « forme migratoire » en référence aux grands modèles : par exemple diaspora, errance, nomadisme, ; et celle de situation migratoire pour désigner les singularités que prennent ces formes auprès de telle population spécifique.

et sud de la France, permettant à 190 000 de leurs proches sédentarisés dans ces pays européens des revenus supérieurs à ceux qu'ils tiraient de travaux sédentaires. Nous avons décrit très récemment<sup>2</sup> des tournées d'Afghans, au nombre de 165 000 environ par an, qui colportent en Europe, via la Bulgarie, des produits électroniques du Sud Est asiatique importés par Dubaï en « destination terminale ». Les Afghans ne se sédentarisent pas, durant leur migration, mais fournissent des Syriens installés à Sofia, ou des Turcs, revendeurs en Allemagne et dans l'Est de la France où ils résident, de ces produits ironiquement labellisés « tombés du camion ». Pour exemple, un caméscope moderne, enregistrant directement sur DVD et doté d'une optique remarquable, qui se vend, en France et en Allemagne, dans les chaînes commerciales des grandes surfaces, autour de 1 200 euros, n'en coûte que 410 à Dubaï, 430 à Sofia et 480 à Strasbourg « tombé du camion ». Nous assistons en somme à une mobilisation internationale de la force de travail d'un nouveau type, commercial et très conforme à l'évolution générale des échanges, à la « mondialisation des économies », qui ne se substitue pas à la classique mobilisation de main d'œuvre pour des activités localisées, pour des séjours sédentaires, mais la complète. Cependant l'apparition et la mise en mouvement de ces collectifs modifient en profondeur les rapports que les migrations classiques, celles par exemple si bien décrites par Gérard Noiriel, entretiennent avec les sociétés traversées ou d'accueil. Les espaces de leurs mobilités peuvent être considérés comme des *territoires circulatoires* transnationaux où se manifestent des régulations, des normes, et donc des sociabilités originales : celles-ci, signifiées par des « notaires informels », concernent les valeurs d'honneur attachées aux échanges de parole, (respect des engagements commerciaux, maintien d'une forte distance aux économies souterraines mafieuses,...) caractéristiques de cette économie souterraine là, mais encore aux régulations familiales (maintenir une carte de séjour pour les circulants, accueillir d'autres migrants de ce type, gérer seule la famille pour une épouse de transmigrant, .. ). Par contre elles accroissent le problèmes des distances aux voies de l'intégration, et notamment aux institutions publiques qui ménagent aux migrants sédentaires une place dans les dispositifs sociaux, culturels et sanitaires nationaux. Ce glissement de l'accueil sédentaire national aux circulations transnationales, de l'*im*-migration aux mobilités internationales, apparemment « libérateur » des contraintes d'une plus ou moins forte emprise des Etats

---

<sup>2</sup> Alain Tarrus. Circulations et territoires des Afghans dans les Balkans. *Diasporas*. 1. 2007.

sur les destinées des migrants, se paie au prix fort d'une aliénation grandissante aux dispositifs citoyens de solidarité.

Ce « décalage de dépendance » n'est pas sans effet sur les positions de ces centaines de milliers de nouveaux migrants par rapport aux politiques d'insertion des Etats-nations traversés. Minoration à l'extrême des perspectives de l'intégration, complémentarité économique avec les seuls lieux d'origine, capacité d'initier des comportements adaptés aux sociabilités de plusieurs contextes culturels, institution de « territoires circulatoires <sup>3</sup> » tramés par les itinéraires des réseaux et présentant des contours, des modalités d'articulation aux sociétés locales, différents de ceux proposés par les découpages historiques en frontières politiques nationales. C'est ce dernier point que nous voudrions approfondir dans cet article en montrant comment, à l'est et à l'ouest du bassin méditerranéen, l'évolution de villes européennes est de plus en plus influencée par la présence d'étrangers redevables de ces nouvelles formes migratoires. Ces morphologies socio-spatiales urbaines nouvelles sont différentes de celles, usuelles dans nos espaces, de la concentration, souvent suburbaine, des pauvretés, tant elles rejoignent les initiatives les plus résolues de rénovation, de 'gentrification' dit-on. Ces nouvelles formes pourraient être avantageusement désignées comme "post-migratoires" : l'extension des problématiques de la mobilité spatiale et sociale réservées classiquement aux mouvements de populations internes à un Etat-nation, rend bien davantage compte de la nature et des productions de ces nouveaux flux d'étrangers que celles de l'é-migration ou de l'im-migration qui ne font plus guère sens. Comment entre-t-on dans la ville et en sort-on, de quelque étage territorial proche ou lointain que l'on vienne? comment entre-t-on en voisinage avec tous ces autres qui composent des mondes cosmopolites à partir de populations mobiles ? C'est de Sofia, capitale bulgare, et d'Alicante, port du Levant espagnol, que nous indiquerons quelques éléments de réponses à ces questions.

### **ALICANTE : réhabilitations et gentrification dans une ville « mondialisée ».**

Alicante, à l'image du grand port voisin de Valencia, à 170 km au nord, a historiquement joué le rôle de porte ouverte de l'Espagne, et plus précisément de Madrid, sur la Méditerranée. Le port de Valencia s'est plutôt spécialisé dans les grands flux de marchandises, et a permis le développement de sa ville dès lors que les implantations

industrielles se multiplièrent près de ses moles, au XIX<sup>ème</sup> siècle ; le trafic des produits agricoles, durant le XX<sup>ième</sup>, accrut encore cette puissance, sans supplanter le rôle des industries. Quant à Alicante, son port était plutôt, comme il l'est encore, réservé aux voyageurs et aux produits manufacturés à Madrid présentés dans des boutiques près des quais aux commerçants venus du pourtour méditerranéen afin d'acheter ou de commander par quantités. Toutes deux dans l'aire catalane, Valencia et Alicante se différencient historiquement par leurs populations contrastées : milieux ouvriers de forte densité pour la première, populations d'origines espagnoles et étrangères variées, autour des métiers du commerce, pour la seconde. Valencia comptait 777 000 habitants en 2000 et 747 000 en 2005, et Alicante respectivement 275 000 et 267 000. Toutefois, alors que la première se présente comme une ville compacte séparée de son port, Alicante, dont la ville basse donne directement sur le port, est au cœur d'une conurbation de villes : Benidorm à 40km au nord, Santa Pola à 17km au sud, Elxe à 22 km et Crévillente à 27 km à l'ouest. Les échanges sont constants et de forte intensité entre ces villes, de telle sorte que le dimensionnement réel des services et commerces d'Alicante concerne plus de 450 000 habitants. La perte de 8 000 habitants à Alicante, entre 2000 et 2005 a été largement compensée par une augmentation de la population dans les cités en conurbation.

*Etages territoriaux et populations spécifiques à Alicante.*

Alors qu'un boulevard périphérique délimite les zones de haute densité résidentielle de la commune, le front de mer et le château Maure « Santa Barbara » ont façonné les morphologies socio-urbaines alicantines.

-le site collinaire, du château Maure au Port : un dédale de ruelles et d'escaliers joint ces deux sites. Petites maisons aux façades peintes à la chaux, aux portes bleues et aux balcons recouverts de carrelages, dans une végétation de minuscules jardins méditerranéens (figuiers, grenadiers, bougainvillées, agrumes, treilles,...) constituent le « vieux village » d'Alicante, dénommé « casq antic », désignation fréquente, en Espagne, des centres urbains historiques. La partie nord du port, était, jusque dans les années 60 entièrement réservée aux pêcheurs inscrits maritimes, petits métiers et pêches plus importantes : les maisons du casq antic constituaient l'habitat de ces marins. Cette unité entre quartier, vieux port et population, laissa place, à partir des années 70, à une autre unité « de remplacement » : des Britanniques achetèrent 85% des maisons de pêcheurs, mouillèrent leurs bateaux de plaisance dans le vieux port, et la municipalité créa, à partir des années 80, un vaste ensemble immobilier et hôtelier de luxe sur la jetée nord. Bars,

restaurants de poissons, boîtes de nuit, se pressent là, le long des appontements réhabilités, séparés du casq antic par une barrière d'immeubles 1930, qui hébergent des administrations et protègent les résidents britanniques des bruits nocturnes du port. Cette « enclave » urbaine et portuaire est largement ouverte sur la partie maritime de la conurbation : en effet, ce dispositif nocturne touristique, enrichi depuis peu par un grand casino sur la partie sud du vieux port (un tunnel sous l'entrée de la rade joint les deux quais), draine tous les soirs, de 17 heures environ à quatre heures du matin, des processions de bateaux de luxe venus de Benidorm, de Santa Pola et de diverses petites stations balnéaires. Les valeurs du m<sup>2</sup> résidentiel sont exorbitantes par rapport aux valeurs des autres quartiers d'Alicante : en juillet 2005 une maison du casq antic, de 90 m<sup>2</sup> environ, avec un jardin de 20m<sup>2</sup> a été vendue un million trois cent mille euros, alors qu'à 300 mètres de là, dans la vieille ville, des logements de 100 à 120m<sup>2</sup> en très bon état étaient mis en vente de 108000 à 140000 euros. La famille espagnole modeste, descendante directe de pêcheurs, rencontrée quelques jours avant la transaction nous dit sa haine pour les nouveaux venus : « partout en Espagne il faut partir des vieux quartiers sur la mer. (...) On ne pouvait plus vivre avec ces Anglais ; ils nous imitent mais ça sonne creux ; (...) maintenant tu sors et tu croises une anglaise avec des mantilles, alors tu n'en mets plus, même pour la fête de Christianos y Moros, et tout est comme ça, tu te sens complètement ridicule dans tout ce que tu fais, que tu manges, que tu regardes, que tu dis. (...) On est presque les derniers à tenir, et on s'en va, en Espagne, là-bas, de l'autre côté de la Rambla Nunez, à huit cent mètres d'ici, en Espagne. Alors, qu'ils paient, qu'ils paient. ». Exotisation insupportable pour les uns et création d'une culture spécifique pour les autres... qui les rattache symboliquement aux anciennes populations de bord de mer, et de fait aux populations riches internationales présentes d'Almería à Cadaquès sur la bordure méditerranéenne. Cette partie d'Alicante, extraite, en quelque sorte, de la ville, est en conurbation avec tous les autres lieux distingués des côtes européennes de Méditerranée, et, si l'on en croit la fréquentation de son casino et l'immatriculation des bateaux de plaisance, avec bien d'autres contrées habitées ou visitées par ce qu'il est convenu d'appeler la « jet society » : Saoudiens et Emirates, Russes, et franges excessivement riches de nombreuses nations pauvres, sont présents là, sur les quais nord du port d'Alicante, introduits en quelque sorte par la petite population anglaise du casq antic. Il y a là gentrification, certes, et mixité d'origines, mais en aucun cas mixités avec le reste de la ville. Le casq antic est devenu un lieu de centralité de nombreuses populations nordiques qui désormais travaillent à distance de leurs entreprises, via

internet, sur cette côte espagnole, ou encore partagent entre nord et sud leur temps de travail puis de vie familiale.

-voisine du casq antic et longeant le port de plaisance, vers le sud, la vieille 'ville basse' maritime, qui regroupait jusqu'au début des années 80 une lisière d'hôtels, sur le modèle des quartiers hôteliers de front de mer de Cannes, de Nice ou d'autres villes de la Riviera italienne. Une allée magnifiquement arborée, l' Explanada d'España, les sépare des quais. Ces hôtels, supplantés par ceux construits sur le quai nord, exposent des façades grisâtres et abritent en rez de chaussée des restaurants bon marché. Derrière ces immeuble, et sur une profondeur d'environ trois cents mètres, la ville étrangère des « bazars et pensions ». C'est là que sont apparus, durant les années 90, en simultanéité avec les réhabilitations et les constructions du casq antic et du quai nord, des dizaines de commerces tenus par des Algériens et des Marocains, et des locations, du type 'pension' pour les résidents de ces deux nations de passage. Là encore que résident, dans des locations bon marché, des Maghrébins qui travaillent dans cette même ville basse, dans la restauration, l'hôtellerie, et le commerce. Mais ce lieu n'a rien à voir avec les quartiers maghrébins pauvres qui peuplent nos banlieues ou certains centres villes en déshérence : les associations de commerçants marocains et algériens ont fédéré des ressources de leurs membres afin d'acheter et de rénover de nombreux immeubles de ce quartier et personne, qui réside là, n'est au chômage ; il s'agit d'un quartier « de la réussite », nous disent plusieurs commerçants et les responsables municipaux de l'urbanisme.

Ce quartier d' Alicante est lui aussi ouvert sur la conurbation et sur l'internationalité : Crévillente, ville de plus de 30 000 habitants, à l'ouest d'Alicante et d'Elche, étape sur l'autoroute du pourtour méditerranéen, entre l'Italie, Marseille et le Maroc, concentre plus de cinquante commerces de tapis et d'appareils électroniques, que « chargent » quotidiennement les véhicules de milliers de « fourmis », petits migrants qui pratiquent le commerce international vers le Maroc et l'Algérie. Au grand quai à l'est du port tout proche, véritable frontière maritime avec Oran et Melila, des milliers d'Algériens et de Marocains, venus d'Europe et bien sûr d'Espagne, embarquent sur des ferrys. Ainsi, rattaché aux incessants flux terrestres de migrants commerçants résidant dans les nations européennes par l'autoroute et par le port, ce petit quartier d'Alicante peut rivaliser, en matière d'amplitude et d'intensité des mobilités, avec son riche voisin du casq antic. Mais les populations des deux quartiers n'ont rien à négocier entre elles. Dans quelques appartements non réhabilités logent des personnes très pauvres, sur le mode de locations collectives ou de squats. Par contre, les Maghrébins commerçants

entretiennent des liens privilégiés, nous le verrons plus avant, avec une autre population spécifique alicantine : les Pied noirs rapatriés d'Algérie au début des années 60. On peut donc observer, dans ces zones centrales de la ville, la juxtaposition de deux mondes, deux parts de la cité, abstraits de l'agglomération d'Alicante. Dans le quartier des commerçants Maghrébins, la municipalité a entrepris des réhabilitations de rues, trottoirs et façades, sans que l'on sache trop s'il s'agit de ne pas trop effaroucher les voisins riches du Casq Antic et du quai nord, ou d'accompagner le dynamisme commercial maghrébin par quelques aménagements. Un responsable de l'urbanisme, à la municipalité, nous affirme simplement que, dès lors qu'émerge une population étrangère à Alicante, la tradition consiste à l'installer au mieux, dans l'intérêt de tous les artisans et commerçants de la ville. Il est toutefois difficile de s'en tenir à cette définition : l'exemple de la misère des Gitans andalous, cantonnés dans un quartier nord de la ville dans des cités insalubres, ou des Marocains pauvres, récemment arrivés pour travailler dans les services et l'agriculture, dans des friches portuaires au sud, est là pour tempérer cette déclaration très conforme à l'idée locale du cosmopolitisme alicantin. En fait il semble bien que ces deux « réussites » de réhabilitations de quartiers avec mutation des populations, aient été permises dans la mesure où des familles alicantines bourgeoises y trouvaient un fort intérêt. La rénovation et l'aménagement du quai nord et du Casq Antic ont satisfait, via l'action immobilière de la chambre de commerce et d'industrie, des responsables d'entreprises portuaires qui périclitaient depuis les années 60. Quant à l'implantation de la centralité commerciale maghrébine dans la vieille ville « basse », elle a été accompagnée par les milieux Pied noirs, qui, depuis les années 60, développaient les circulations maritimes de personnes et avaient acquis, dans la dernière période franquiste, une influence importante sur la bourgeoisie locale.

-les Pieds noirs furent probablement, durant la période franquiste, la première migration qui tenta un renouveau des activités portuaires. Plus de 30 000 d'entre eux passèrent par Alicante ou y demeurèrent (12 000). Il s'agissait d'un « retour » de populations expatriées au début du XX<sup>ième</sup> siècle : le plus souvent ces personnes avaient perdu tout contact avec leurs origines espagnoles mais, accrochées à l'idée d'une « Algérie française », l'exil dans cette région espagnole si proche d'Oran, autour de leaders de l'OAS 'civile', comme Ortiz, leur paraissait être une solution d'attente plus sensée qu'une installation en France. La municipalité et l'Etat leur concédèrent une frange du domaine public de bord de mer, après la plage du Postiguets, sous le château Maure, au nord du port. Ils construisirent alors un grand ensemble de logements

d'architecture verticale et plusieurs milliers d'entre eux habitèrent là, sur la mer. Les Pieds noirs n'avaient pas attendu longtemps pour investir dans les activités portuaires : certains d'entre eux utilisèrent leur expérience de gestion de compagnies de navigation internationale en Algérie pour investir dans le cabotage méditerranéen et dans le transport maritime de personnes et de charges moyennes. De nombreux Juifs figuraient parmi eux, qui prirent parole avec des Juifs marocains récemment installés dans la ville. Dès que les Marocains apparurent à Crévillente, dans les années 90, et que les Algériens de France se détournèrent, simultanément, de Marseille pour Alicante afin de rejoindre Oran, et même Alger, ces entrepreneurs Pieds noirs aperçurent une opportunité pour relancer la navigation de personnes vers le Maghreb. La ligne Alicante Oran devint quotidienne, et celle pour Mèlila fut inaugurée avec succès. C'est alors que des locaux furent achetés dans la ville basse et cédés à des Algériens et à des Marocains pour leurs activités commerciales de chargement de véhicules individuels des « fourmis » en route terrestre vers le Maroc ou maritime vers l'Algérie. Le territoire transnational des circulations de ces migrants offre une grande continuité de Marseille à Murcia (à 60 km au sud d'Alicante) et délimite une frontière « morale » avec l'Andalousie crainte, dans les milieux des migrants commerçants circulants, pour son caractère criminogène. Par exemple, si, arrivé aux portes de l'Andalousie, un fourgon chargé de livraisons pour le Maroc ne peut arriver à Algésiras avant le dernier embarquement pour Tanger ou pour Ceuta, il demeure à Alicante. L'articulation entre les commerçants maghrébins installés à Alicante ou à Crévillente et les dizaines de milliers de Marocains migrants transnationaux est donc puissante et évidente. Elle confère à ce quartier portuaire d'Alicante un statut d'étape résidentielle et commerciale dynamique, qui conforte la légitimité locale des étrangers maghrébins dans cette ville.

-pour la majeure partie de la population alicantine, formant la 'ville espagnole', qui se réclame rarement de « familles originelles », ou catalanes (nous sommes à l'extrême sud de la zone d'influence historique, politique et linguistique catalane), et plus souvent d'origines madrilène ou albacétine, les quartiers et populations dont nous venons de parler sont lointains : « gens du Port » résume cette estranéité. Les jeunes pratiquent quelques boîtes de nuit du quai nord, mais préfèrent aller vers celles de Santa Pola, dont l'accès est de moindre coût. Par contre les grands marchés publics, couverts ou de rue, les nombreux petits commerces, les artisans, mais encore les médecins, avocats et autres professions libérales, sont situés dans cette 'ville espagnole', construite pour partie dans les années 20, et pour partie dans les années 50, à l'ouest du casq antic et de la ville

vieille basse. Près du port industriel, au sud, des séries de logements sociaux, en habitat collectif de trois à cinq étages sans espaces verts, exposent des façades fanées. C'est là que résident les ouvriers et employés du port industriel, mais aussi de nombreux petits employés des commerces et entreprises de la 'ville espagnole'.

Les valeurs du foncier ne semblent pas influencées par la gentrification des quartiers d'étrangers. Le prix moyen du m<sup>2</sup> est de 1 400 euros ce que l'on trouve dans les quartiers équivalents de villes de grande homogénéité comme Murcia ou Valencia. La population de la 'ville espagnole' a sérieusement baissé, ces cinq dernières années, passant de 205 000 à 197 000 habitants. Cela contribue au maintien des prix moyens du foncier locatif ou en accession, et à un mouvement d'initiative privée d'agrandissement des surfaces résidentielles.

La « tournée exotique », comme disent les habitants de la 'ville espagnole', se fait en voiture, avec quelques haltes : on commence au sud par le spectacle de l'Institut Européen de Normalisation, puis on remonte par la vieille ville basse, où une halte permet d'acheter quelques bijoux à bas prix et de déjeuner ou de dîner de plats étrangers bon marchés, avant une promenade sur l'Explanada de Espana, puis de se garer sur le quai nord, pour admirer les yachts et autres bateaux luxueux, de tenter une promenade dans les rues de la 'ville anglaise', ex casq antic, et enfin d'observer encore une fois, du surplomb qu'offre la corniche, le quartier Pied noir. C'est la 'tournée' d'une après-midi entière, pratiquée hebdomadairement par des milliers d'Alicantins, en dehors de la période des bains de mer, au sud du port, dans la direction de Santa Pola, en évitant la plage immédiatement au-dessous de l'Institut de Normalisation. Des « clubs », classiques maisons de passe, se sont installés là avant l'arrivée du personnel européen.

La réciproque à ces comportements n'existe pas : on ne va pas des quartiers d'étrangers dans la ville 'espagnole', sinon pour un usage très fonctionnel de telle ou telle boutique ou du grand marché couvert.

**SOFIA : quand la gentrification « après le socialisme » n'attend pas l'apparition d'une « classe moyenne ».**

L'enquête menée à Sofia a été longue, car nous ne sommes pas seulement devant le cas courant des villes ex-socialistes en transition vers le capitalisme, où les transferts de propriété et de responsabilités immobilières internes à l'entité urbaine sont d'une part les marqueurs essentiels de la paupérisation accrue des populations, et d'autre part ceux de l'émergence

d'une caste riche. Ici, d'emblée, les transformations urbaines ont été tributaires des changements internes mais aussi d'une double articulation à de vastes espaces extérieurs : au Moyen Orient par des migrants anciens, aux nations Ouest Européennes par des mafias puissantes. Trois populations témoins des transformations urbaines contemporaines exposent là, plus particulièrement, le processus de transition vers le capitalisme : les anciens et nouveaux migrants proche et moyen orientaux, les Gitans et les populations turcophones paupérisées jusqu'à la misère, et les milieux affairistes qui tirent de la rénovation urbaine et de divers trafics leur nouvelle richesse.

La population de Sofia a légèrement dépassé les 1 300 000 habitants. Cette ville, située à 500 mètres de hauteur, au pied d'une montagne mythique, la Vitocha, rassemble en son centre une zone d'architecture « socialiste » construite sur le modèle stalinien, dans les années 50, puis des rues bordées de petits immeubles et de maisons individuelles construites entre 1900 et 1910, par ci par là quelques maisons du XVIII ème, d'architecture austro-hongroise, et puis d'interminables étendues concentriques d'immeubles de quatre à six étages construits dans les années 70 et 80.

*De la fraternité populaire à la main mise sur des secteurs commerciaux : les Syriens de Sofia.*

La Bulgarie d'avant 1991 s'était solidarisée avec un « peuple frère » du Moyen Orient : la République de Syrie. L'important dispositif de formation bulgare recevait des élèves ingénieurs, des étudiants de hautes spécialités universitaires. Ceux-ci étaient issus pour partie des familles des dirigeants politiques et pour partie des familles de commerçants aisés et proches du pouvoir, des bazaris de Damas essentiellement. La bourgeoisie commerçante damascène préférait envoyer ses enfants à Sofia plutôt que dans la lointaine Moscou, non que les formations y fussent meilleures, mais surtout parce que la proximité, via Istanbul, permettait de « faire passer » des marchandises absentes du marché bulgare, et recherchées par les habitants ayant quelque moyen. Un commerçant de vêtements, Syrien d'Alep, nous fit « faire le tour » de ses concitoyens installés dans le centre de Sofia, près de l'ancien quartier des organes de pouvoir socialiste, composé de vastes esplanades et d'immenses bâtiments, en cours de « gentrification mondiale », tel un Palais du Parti réhabilité en Hilton. L'exposé que chacun me fit de sa trajectoire migratoire d'installation renvoie à un scénario commun :

« Avant 91, on restait cinq ou six ans en Bulgarie, en partie pour les études, en partie pour perpétuer les commerces de bijoux et de vêtements qui existaient, entre Damas et Sofia,

depuis le milieu des années 70. On n'était pas vraiment installés mais chacun savait qu'il pouvait acheter auprès des étudiants Syriens. Après 1991, plusieurs centaines d'entre nous ont obtenu la naturalisation bulgare, et plusieurs centaines d'autres des autorisations de résidence à long terme<sup>4</sup> ; alors nous avons installé des succursales de magasins de Damas ou d'Alep. Puis nous avons commercialisé, en plus des bijoux et des habits, des produits électroniques, en collaboration avec les Iraniens, les Azéris et surtout les Afghans. Depuis cinq ans, notre quartier du centre est de plus en plus peuplé par des Egyptiens, des Palestiniens et des Tunisiens qui ouvrent des commerces de produits alimentaires et des petits restaurants à bas prix. Nous sommes très appréciés par les Bulgares qui viennent de plus en plus dans ce quartier. Il n'y a pas de racisme contre nous, car nous ne volons les métiers d'aucun Bulgare, et on leur permet de faire de bonnes affaires par rapport aux autres commerces du centre ville. »

J'ai donc enquêté sur les migrations moyen-orientales en Bulgarie. Depuis 1997, après la grande crise qui vit le départ, et l'expulsion, de centaines de milliers de Bulgares Turcophones vers la Turquie, un flux migratoire transnational s'est institué entre l'Afghanistan et le pourtour de la Mer Noire, via l'Iran, l'Azerbaïdjan, la Syrie, la Turquie, puis la Bulgarie, les retours s'effectuant généralement à partir du port bulgare de Bourgas, vers la Georgie ; puis, par l'Azerbaïdjan, lorsque la saison le permet, ces migrants retournent dans les villes et villages qu'ils ont quitté de 7 à 18 mois auparavant. Nous sommes devant une de ces formes nomades de migrations transnationales qui se développent de par le monde depuis les années 90.

Ces migrants au nombre de 260000 environ, des hommes exclusivement, travaillent par ci par là au cours de leur grande tournée, et, pour la plupart d'entre eux, servent de « porteurs » ou de passeurs à des produits accumulés à Dubaï, puis répartis vers Bakou, l'Iran, la frontière syrienne. Des Emirats, ce sont des produits électroniques de dernier cri, lecteurs MP3, micro-ordinateurs, caméscopes..., qui transitent. Les « fourmis » afghanes impliquées dans ces trafics agissent souvent sur commande de commerçants syriens de Sofia.

Il s'agit de matériels détaxés et importés hors contingentement ; leurs prix d'achat, par des Syriens ou des Azéris installés à Dubaï sont inférieurs en moyenne et à l'unité de 65% aux

---

<sup>4</sup> les statistiques sont imprécises : le recensement de 1992 signale 5438 « Arabes » en Bulgarie, comptés comme partie des « populations musulmanes » regroupant 14% de la population (avec les turcophones bulgares et les Pomaks). Celui de 2001 signale 3 000 Syriens, tous statuts confondus, ayant créé plus de 1000 entreprises (commerces, bazars, artisanat) à Sofia.... Et une enquête de l'OIM de 1994 signale, elle, 1780 Syriens, 390 Irakiens, 275 Iraniens et 129 Afghans possédant un statut de résident permanent ou de longue durée.

prix pratiqués en Europe de l'ouest. Les reventes à Sofia ramènent cette marge de - 65% à - 40%, ce qui représente un bénéfice net d'environ 3000 euros pour le convoyeur et de 2000 euros pour le commerçant dernier vendeur sur un transport moyen de 20 000 euros. De Damas et d'Alep, ce sont toujours les bijoux en or qui sont transportés, achetés jusqu'à 50% moins cher qu'à la revente en Bulgarie. A Istanbul, des vêtements de cuir, cousus ou griffés, lorsqu'il s'agit de contre façons, dans le quartier à forte concentration d'ateliers afghans de confection près d' Otogar, la grande station de départ des autocars pour les Balkans, sont entassés dans des remorques. Une centaine de blousons de cuir revendus autour de 60 euros pièce, rapportent environ 1 500 euros aux passeurs. Les gains effectués par des petits travaux tout le long du parcours, pourvoient aux frais de route et permettent d'envoyer de petites sommes à la famille restée au pays. Enfin, après délestage à Sofia, où les commerçants syriens revendent sur place ou bien font circuler vers la Serbie, des invendus de voyages précédents parmi toutes ces marchandises, sont emportés, par un circuit maritime sur la Mer Noire, à partir de Burgas ou de Varna, vers la Roumanie, à Constanza, l'Ukraine, à Odessa, et enfin la Géorgie. Ce « complément de retour », rapporte environ 4 000 euros. Dans une tournée d'une année, ces Afghans peuvent donc compter sur un gain d'environ 12 000 euros, ce qui est considérable rapporté au niveau de vie afghan. Sept semaines d'accompagnement de cars<sup>5</sup> d'Istanbul à Varna ou Sofia, m'ont permis de détailler flux et modes de vie des migrants circulants

Les Syriens bulgares sont donc au cœur de vastes transferts internationaux de marchandises. C'est probablement le rôle essentiel de ces flux de nouveaux migrants transnationaux, de plus en plus denses, d'acquérir et de développer une compétence circulatoire, qui se conforme étroitement aux projets de la mondialisation économique « sauvage », parce qu'ultra libérale : faire parvenir en tous lieux et en tous temps aux moindres recoins solvables du globe, des marchandises dont les aléas des politiques nationales, désormais locales, pourraient les priver. Il est évidemment à première vue paradoxal de constater que ce sont des formes de contrebandes, de colportages, très en vigueur dans le monde précapitaliste qui se mettent au service de la forme ultime du capitalisme....

La densification des populations « Arabes », comme les désignent les démographes bulgares, au cœur de Sofia n'est donc pas un phénomène classique d'apparition de quartiers

---

<sup>5</sup> Sept semaines en continu de mai à juillet 2003 en autocar, puis onze séjours de dix jours chacun en accompagnements de camionneurs bulgares et macédoniens desservant les « zones sans Etat » de Nord Macédoine et ouest Kosovo. Dans les autocars, je nettoiais intérieur et extérieur deux fois par jour, vérifiais les billets, lorsqu'il y en avait, plaçais les colis et valises dans les soutes ou sur le toit, servais le thé en route et dormais une nuit sur deux sur la banquette arrière ; en contrepartie le transporteur m'offrait deux repas quotidiens de soupe et boulettes de viande et une nuit sur deux en dortoir avec des passagers afghans, et trois euros par journée. Je précise les modalités d'entrée dans ce terrain dans *La remontée des Sud*, l'Aube, 2007.

ethniques pauvres dans une ville en expansion : les 34 000 Arabes, pour moitié en situation régulière et pour moitié sans autorisations, qu'a recensés l'ONG *International Centre for Minority studies and Intercultural Relations* de Sofia, sont très généralement plus riches que les habitants bulgares de la ville, et représentent là l'irruption des savoir faire commerciaux moyen-orientaux, un vaste « Sud », du Caire à Islamabad. A la question sur l'absence de visibilité locale de cette richesse, le commerçant syrien que je rencontrai longuement me dit qu'aujourd'hui le rôle des siens était de conforter leur position dans la ville avec discrétion, l'étape d'ouverture de commerces de rue étant désormais bien entamée, il convenait de généraliser l'effort de réhabilitation des maisons anciennes qui forment leur quartier de résidence, plus que des rénovations souvent tapageuses et mal connotées dans Sofia ; « nous ne devons pas, me dit-il, être assimilés aux populations locales mafieuses, qui exhibent leurs richesses ostensiblement et provoquent une aversion profonde chez leurs concitoyens bulgares ».

« Pour l'heure, ces mafieux jouent le rôle de miroirs aux alouettes et, conclut-il, quand l'Europe ou bien le peuple, selon un autre scénario politique possible, se débarrasseront d'eux, nous serons suffisamment solides pour apparaître au grand jour comme ceux que nous sommes : de sincères concitoyens bulgares, ouvrant des perspectives économiques, donc politiques, inespérées voici peu, sur un Moyen-Orient, proche dans les périodes historiques fastes, et lointain dans les temps de conflits et de misère ».

Cette analyse nous fut proposée par les diverses personnalités syriennes, afghanes, libanaises et palestiniennes que nous avons rencontrées. Elle apparaît de façon récurrente dans les quotidiens bulgares, depuis cinq années environ. Des débats politiques sur le bien-fondé de l'adhésion à la communauté européenne se nourrissent du débat sur l'« alliance au Sud » versus « l'écrasement par le Nord ».

*Une gentrification ostentatoire : nouveaux riches, « nécessairement » mafieux.*

Lorsqu'on leur pose la question de la présence, à Sofia, de populations riches susceptibles d'agir sur les formes urbaines, nos collègues chercheurs bulgares répondent unanimement que ces personnes composent environ 15% de la population de la capitale, et que plus de la moitié d'entre elles tirent leurs revenus de pratiques mafieuses. Nous avons donc tenté de savoir plus précisément qui sont ces fameux 15%. Cette proportion est en fait directement tirée de la population résidente dans des zones de la ville ou de ses environs, engagées depuis les années 96 dans des rénovations hardies, souvent tapageuses, tels ce palace en forme de château fort,

et les résidences qui l'entourent désignées par le sobriquet de « Beverly hills », construits dans les quartiers collinaires de Dragalevtsi à Vladaya, au sud de Sofia, sur les premiers contreforts de la montagne Vitocha, dans la direction de la Macédoine voisine, là même où prospéraient jadis les seules villas de la nomenklatura.

En fait, si nous retirons de la population de ces quartiers, les anciens propriétaires qui se sont maintenus là en louant des parties de leurs villas, leurs nouveaux locataires, les petits commerçants locaux<sup>6</sup>, les personnels de service des grandes villas, les nouveaux personnels politiques qui ont racheté des maisons modestes, les artisans (surtout du bâtiment) qui autoconstruisent de petites villas, le chiffre de 15 %, usuellement donné, serait beaucoup plus près de 5%. Les populations moyen-orientales sont absentes de ces quartiers. Là se développent deux types de constructions : des rénovations d'anciennes villas, selon une échelle de la simple réhabilitation par peinture des façades et changement des fenêtres et des portes, jusqu'à des reconstructions hardies, gérées par des cabinets d'architecture, puis des constructions nouvelles, entourées de hauts murs de clôture surveillés par des caméras, et des vigiles habillés de noir, jusqu'au bonnet de laine, qui font au visiteur de larges signes d'avoir à décamper, avant de se saisir de leurs talkies-walkies au cas où il n'obtempère pas. Des chiens muselés, tenus en laisse, sont exhibés. Après une visite de quelques sites, accompagné d'une vendeuse locale de sandwiches, rapidement achevée sous les injonctions des inévitables gardiens aux uniformes noirs, je retournai, costumé et seul, dans un de ces quartiers, qui me paraissait atteindre des sommets du mauvais goût hollywoodien. Là, l'hôtel-palace en forme de château fort de six étages, flanqué de tourelles d'angles et festonné de créneaux multicolores, trônait sur six regroupements de villas clôturées, un centre de loisirs aquatiques, des salles de musculation, et un centre médical, où les diverses spécialités, présentées en anglais sur un vaste panneau extérieur énuméraient les appartenances des praticiens à diverses associations internationales aux adresses anglaises, américaines et suisses. Je notai une adresse parisienne de société de néphrologie, que je ne pus identifier une fois revenu en France.

Lors de cette visite, je parvins à entrer dans le hall de l'hôtel-château, où je demandai une chambre. Il me fut répondu que tout était complet : il n'y avait aucune voiture sur le parking, toutes les clefs des chambres pendaient sur un présentoir et les rideaux de toutes les fenêtres étaient clos. Puis je me dirigeai en boitant vers le cabinet médical, ayant appris par le grand panneau la présence d'un ostéopathe correspondant d'une Académie londonienne : une

---

<sup>6</sup> Dans mon enquête j'ai été aidé par Svetla, une Bulgare de quarante cinq ans, fille d'ambassadeur, études secondaires et supérieures en France et en Suisse, un doctorat de chimie obtenu en Bulgarie. La disgrâce de son père, en 1991, la contraint à vendre des sandwiches dans une petite échoppe d'une place de Dragalevtsi où, non loin de là, la famille essaie de conserver sa maison (location de deux niveaux).

réceptionniste me dit qu'il s'agissait d'une « fondation privée internationale » et que je ne pouvais consulter que sur rendez-vous. Lorsque j'arguai d'une urgence, elle me proposa de téléphoner à une ambulance pour me conduire dans un hôpital de Sofia. Je déclinai cette proposition et longeai les « jeux de piscine », qui, eux, résonnaient des cris de baigneurs ; j'entrai dans un de ces espaces clôturés qui, là, agrégeait sept grandes villas. Deux personnes âgées, revêtues d'un uniforme gris, me firent signe de rebrousser chemin. Je montrai une villa en bout de rue et continuai mon chemin : une voiture arriva alors très rapidement de je ne sais où, et deux « vigiles vêtus de noir » me proposèrent très poliment – « it's enough for to day » me dirent-ils en riant – de m'asseoir à l'arrière puis me raccompagnèrent sur la petite place de Dragalevtsi où m'attendaient, dans le minuscule estaminet, Svetla et trois autres personnes.

Il s'agissait d'employés d'entretien des « établissements » que j'avais tenté de visiter. Chacun me dit qu'il n'y avait jamais de client dans l'hôtel et pas plus de médecins dans le centre médical, mais que, par contre, le ballet des grandes 4x4 noires BMW, Mercedes et Porsche, ces dernières étant les plus nombreuses, était incessant, avec, toujours, à bord, derrière des vitres noires, les inévitables vigiles. Il était difficile de faire mieux en matière de mise en scène de séries B hollywoodiennes. Mes interlocuteurs insistèrent sur la morgue de ces « nouveaux riches », sur le fait que l'on ne connaissait pas les origines de leurs fortunes, sinon, pour quelques uns l'expropriation, dans Sofia, de multiples familles. Par ailleurs ils me signalèrent que ces personnes, malgré elles, étaient en train de provoquer la venue de milliers de visiteurs, qui venaient voir « le spectacle » depuis l'axe routier principal, et qui consommaient sur place : les estaminets comme celui de Svetla étaient en effet nombreux, et, vers trois heures de l'après-midi, ce samedi là, plusieurs centaines de personnes débarquèrent des autobus des lignes 64 et 98, donnant à la place l'allure d'une kermesse. Les langues se déliaient pour dénoncer ces abus de richesse, et quelques uns allaient en excursion vers les portails des enclos surmontés des créneaux du château-hôtel, avant de se faire copieusement injurier par les vigiles regroupés derrière une barrière de chiens. Parfois une voiture luxueuse passait et ralentissait sous les quolibets de la foule ; les vitres noires étaient remontées, et il arriva qu'un occupant d'une somptueuse voiture montre sa tête pour cracher en direction de la foule. Les anciens membres de la nomenklatura, ou leurs enfants, servaient sandwiches et friandises cuisinées à la maison et enroulées dans du papier journal en exacerbant, par leur colère quotidienne, l'indignation collective. Les propos échangés entre toutes ces personnes, qui prenaient leurs voisins à témoin, étaient indignés : « voilà où l'on en est ! C'est ça la liberté promise ! » « c'est pire qu'avant » disaient d'autres, attirant la réponse des ex-apparatchiks passés aux cuissons des saucisses-frites : « jamais nous n'avons craché sur le

peuple » ; situations banales sur cette place « du spectacle de la gentrification ». Phrases entendues très souvent ailleurs dans Sofia. Cette indignation a dominé dans la récente campagne électorale (2006) qui a conduit au succès de l'opposition socialiste bulgare.

*Gentrification et paupérisation liées à l'émergence des « nouveaux riches ».*

L'allusion qui m'avait été faite, par les trois compagnons de Svetla, et par une collègue universitaire, aux spoliations d'appartements par des « mafieux » correspondait bien à la réalité. A partir de 1993, et surtout dans les quartiers sud proches de Touka, où on abandonne le tramway centre urbain n° 14, pour prendre les bus 64 et 98 en direction de Dragalevtsi, des commerces « toucrédit » s'installèrent au bas d'immeubles construits dans les années 70 et 80 dont les logements appartenaient à d'anciens fonctionnaires moyens, souvent demeurés en poste, mais aux salaires désormais ridicules de 80 à 120 euros par mois. Ils proposèrent aux habitants des formules de « crédit cumulatif à long terme », c'est-à-dire d'ardoises permettant d'acheter, quand nécessaire, utile, ou agréable, de l'alimentation, des vêtements, des appareils électro-ménagers, audio-visuels, ou d'autres applications électroniques. Au bout de deux ou trois ans la note était présentée aux familles qui, ne pouvant la régler, étaient expulsées avec un pécule leur permettant à peine d'aller se loger dans de vieux appartements délabrés du centre ville. Lorsque l'immeuble entier est ainsi accaparé par le commerce « toucrédit », une réhabilitation s'en suit, attirant des familles aux revenus de 250 à 400 euros, susceptibles d'évoluer rapidement après l'intégration européenne, auxquelles sont proposées des formules de « location achat » directement garanties par les gérants du commerce de rez de chaussée qui dès lors, migre vers un autre immeuble. Ces deux dernières années, les prix de l'immobilier ont été multipliés par cinq, sous l'influence conjuguée des transactions que nous venons de signaler, et de l'arrivée d'investisseurs britanniques, qui créent des petits ghettos de réhabilitations, dans quelques quartiers de Sofia, ou encore dans des villages ruraux, déstructurant les modes d'exploitation agricole antérieurs. Les banques bulgares, actuellement, ne prêtent pas pour de tels achats. Des petits commerces de proximité, des cafés, des coiffeurs, etc..., sans lien avec les précédents « toucrédit », s'installent dans les rez de chaussée, et tout ce monde là attend sa promotion au statut de « nouvelle classe moyenne », adoptant par avance les comportements supposés de celle-ci. Mais cette population est terriblement fragilisée par la stagnation de son pouvoir d'achat face à l'augmentation du foncier : la plupart de ces habitants ont contracté des emprunts auprès de leurs interlocuteurs immobiliers mafieux, avec des

clauses de réajustement de la dette en fonction de l'évolution du coût de la pierre...Une « gentrification » nourrit l'autre, en somme.

Les manipulations autour du foncier ne sont pas les seules sources d'enrichissement des populations mafieuses. La Bulgarie est une voie privilégiée des trafics d'héroïne afghane ou turque (c'est souvent la même morphine base afghane, qui est transformée en Turquie). Les « fourmis » afghanes qui ne pratiquent pas les détours par le Golfe, pour s'en tenir à des trafics de produits d'usages licites, passent directement par le nord de l'Iran, ou l'Azerbaïdjan, puis par la Turquie pour les premiers, et la Géorgie et la Mer Noire pour les seconds, et déferlent en Bulgarie par Istanbul ou par le port de Burgas.

Les turcophones présents dans le Sud de la Bulgarie, plus ou moins assistés par des Roms musulmans, relayent les Afghans pour les passages en Macédoine, puis dans la région « sans Etat » de la « grande Albanie », à l'Ouest du Kosovo, afin d'atteindre le Monténégro et d'y embarquer, dans les petits ports côtiers de l'Adriatique, les psychotropes vers l'Italie.

Les Roms concernés par ces commerces sont en réalité peu nombreux : beaucoup plus, comme ailleurs en Europe, autoconsomment l'héroïne de très mauvaise qualité qu'ils transportent, provoquant l'intervention d'ONG, telle Médecins du Monde. Deux regroupements de Roms existent depuis plus de trente ans dans Sofia, l'un à l'Ouest, le long de l'avenue Alexandrov, regroupe des petites maisons : nostalgiques, leurs habitants montrent les balais et les vêtements qu'ils enfilaient voici encore quinze années, quand un travail au moins était attribué à chaque famille, pour l'entretien des rues. L'autre à l'Est, près de la gare, est formé d'immeubles dans un état sordide aujourd'hui. Maladies et misère ont rapidement dégradé l'aspect même de cette population : habits déchirés des enfants, qui mendient, mères assises en rond sur le sol humide des cours, véhicules rouillés, amoncellements de déchets au rez-de chaussée, au droit des fenêtres.

La complémentarité économique des Roms, en ville comme à la campagne, dans les coopératives où ils occupaient de nombreux emplois, est nulle depuis le changement de régime. Et, si quelques rares intérieurs cossus, dans ces quartiers, témoignent de l'implication de certains dans les trafics, la misère est généralisée.

En somme, l'enrichissement inconsidéré de quelques uns, acteurs d'une gentrification outrancièrement provocatrice, et d'une tentative de gentrification, via les réhabilitations d'immeubles, d'une population fragile et manipulée, se paie par la déshérence des plus pauvres, l'approfondissement des stigmates et de la xénophobie qui les concernent.

*Le « sort du commun »...*

Nous venons d'envisager la situation d'environ 20% de la population de Sofia. Pour les habitants partageant le sort commun, les salaires, quand il y a du travail (plus de 27% de chômeurs) ne dépassent guère cent euros par mois. Une visite des grands marchés ouverts, et des commerces de rues, nous a permis de noter les coûts des produits les plus utilisés pour l'alimentation. Un kilogramme d'oignons, de tomates, de fruits, ou un litre de vin : de 0,4 à 0,6 euro, navets, pommes de terre, 0,3 euro, haricots secs, 0,8 euro. Ventrèche fumée, 2,5 à 3 euros le kg. Bas morceaux de bœuf, 5 euros kg. Porc frais, 2 à 2,5 euros. Poisson sec, 3 euros le kg, et frais, 6 euros. Les fruits et les légumes s'achètent à l'unité : une mandarine par ci, trois pommes de terre par là... Les loyers, dans les immeubles construits dans les années 70 et 80, qui recouvrent l'essentiel de cette ville reconstruite dans l'après deuxième guerre : 60 euros un deux pièces, 80 un trois pièces. Les aides sociales sont minimales : environ 20 euros par enfant. Voici donc à résoudre une équation dont le résultat nous dit qu'il est impossible pour une famille de vivre actuellement à Sofia. Certaines se regroupent dans un seul petit appartement, d'autres quittent la ville pour des villages ; toutes entretiennent des liens très étroits avec leurs familles ou amis ruraux : les entassements de pots, de confitures, de légumes, de confits, sont impressionnants. Les plafonds de cuisines supportent des dizaines de ventrèches à sécher. Chacun, qui peut louer un lit ou une pièce accepte un entassement ailleurs. Dans un square central, entre le Ministère des Affaires Economiques Internationales et une grande Eglise Orthodoxe Serbe, j'ai compté 127 personnes sans domicile, un vendredi après-midi. Ce qui semblait être une manifestation ou un attroupement en vue, par exemple, d'une distribution de nourriture ou de vêtements, n'obéissait en fait à aucune de ces opportunités. Un prêtre, à l'entrée de l'église orthodoxe, me dit que là, ces personnes ne craignent pas la police car « en cas d'arrivée des camions qui les ramassent et les amènent en banlieue, ils entrent tous dans mon église où ils sont intouchables ».

Les nostalgiques de la période socialiste sont désormais légion, et se comptent non seulement parmi les populations qui vivent de ces petits revenus mensuels, mais aussi parmi les professions de l'enseignement (assistant d'université, 150 euros, professeur, 350 euros, instituteur, 160 euros). Le spectacle des rues, la solvabilité des chaland n'étant pas au rendez-vous, est triste, dès que l'on dépasse une zone de quelques rues autour de l'hyper centre : très peu de commerces, produits proposés obsolètes. Le « quartier Arabe » est très fréquenté par tous ceux qui cherchent des produits bon marché et neufs, ce qui lui confère une sorte de statut de « gentrification à l'envers ».

Ainsi donc va la « transition vers le capitalisme », thème idéologique inlassable de la demande faite par le pouvoir d'attendre encore un peu : environ 45% de la population urbaine dans une pauvreté profonde, 20% dans la misère, 15 %, les étrangers, auto construisant leur développement, 12 % vivant « dignement » avec des salaires de 400 à 800 euros, et environ 8% exposant une richesse inouïe. Ainsi fonctionne au mieux le modèle migratoire actif associant commerçants rénovateurs urbains et migrants transnationaux.

### **Villes et migrants, du lieu-monde au lieu-passage.**

La fonction majeure de la « ville intégrative », comme le signalaient les premiers sociologues urbains de Chicago est à repenser. Les migrants que nous décrivons à Alicante et à Sofia ne sont plus assignés dans les quartiers de la ville ou de la banlieue les plus pauvres, soumis strictement aux intérêts des industries locales. Voici qu'ils deviennent acteurs majeurs de réhabilitations ou de rénovations urbaines : arrimés totalement aux dynamiques commerciales des échanges mondiaux, ils initient des processus de gentrification « à rebours ». Ce ne sont plus eux qui partent de quartiers gentrifiés pour laisser place à de nouveaux résidents aisés, mais, prenant place au cœur de la ville, ils attirent les populations locales dans leurs commerces et services.

La sociologie urbaine n'a pas échappé à l'influence des évolutionnismes du XIX<sup>ème</sup> siècle. C'est ainsi que Georg Simmel insiste sur l'autonomisation de l'individu en transit des milieux villageois, caractérisés par la répétition des rôles, aux entrelacs des sollicitations urbaines, des stimuli qui nécessitent choix et décisions. Rapidement Robert Ezra Park reprendra ce point de vue à propos de l'étranger, de l'immigrant : du subi au choisi, tel était le sens du parcours promis aux nouveaux arrivants étrangers, des campagnes ou de lointaines nations. La métropole dispensait sa pédagogie civilisatrice en éduquant l'immigrant aux conduites normées d'un monde urbain totalisé dans ses propres limites : trouver sa place dans la diversité des fonctions, des rythmes et des formes urbaines. L'étranger, disaient Park et Stonequist, est un voyageur bien fragile, livré à la souffrance de la découverte du monde par la ville : un « homme marginal », qui échappe aux siens sans être encore des nôtres. Appelé à négocier la diversité et les limites de ses désirs, de ses choix, en les situant dans les chassés-croisés des quartiers des riches et des pauvres, des nuits et des jours, du travail et de l'oisiveté, de la solitude et du lien, il devient acteur des déséquilibres des formes urbaines, préalables aux transformations.

Inscrit dans les temps courts des multiples interactions, il est nécessairement acteur des temps longs de la ville.

Une dialectique originale opposant conservation et transformation produit de façon incessante l'homme urbain toujours nouveau. Dès lors qu'une forme naît, une autre est déjà en œuvre pour la remplacer, laissant aux clartés de l'officialité, du clairement dit et désigné, de l'espace en « pour et contre » de la *conservation*, de l'obnubilation sur les apparences des incessantes « crises », le rôle de masquer les incertitudes, les périphéries, les marges, l'obscurité des processus de *transformation* qui n'apparaissent dans l'enceinte urbaine et en ses espaces publics que brièvement, sur le mode de l'incertitude, de la dissimulation. La dialectique *conservation / transformation* produit une triade qui conjugue l'ordre des clartés, de l'officialité, les « clairement pour » et « clairement contre » à celui du « probablement incertain –désordre des marges-» : les faits masqués, peu interprétables, peu acceptés, se déploient, protégés en quelque sorte par l'officialité, la légitimité des certitudes bien normées. La conservation a pour rôle ultime de masquer le plus longtemps possible la naissance, l'advenue de la prochaine domination du penser, de l'agir et du dire autrement. Cette conception hégélienne du changement, reprise par Simmel, est exemplarisée, dans les travaux de Park, par la notion obscure mais heuristique de « district moral »<sup>7</sup>. En tel lieu de la ville se rencontrent, généralement en dehors des rythmes diurnes, des populations diverses par leurs origines et leurs conditions, rassemblées à partir de désirs individuels, et de mobilités en dérogation avec celles caractérisant les rythmes bien ordonnés de la fonctionnalité urbaine diurne. Remarquable pédagogie de la mobilité par la traversée de l'espace des autres, par le côtoiement, la banalisation et le partage d'une communauté des désirs, au-delà des spécificités communautaires : lieux de rencontres nocturnes pour consommer les produits prohibés, pour fréquenter des prostitué(e)s, des jardins publics, pour engager des paris, pour jouer avec l'argent, ... . Et voici peut-être pourquoi la « ville bouge », change, et voici comment la fluidité de l'inscription nocturne des désirs de tous dans l'obscurité des rues s'associe à l'appétit des promoteurs immobiliers pour perturber un ordre urbain qui ne demandait qu'à reproduire la clarté de son exposition, de l'invention de son efficacité, pour assurer sa conservation. L'être, entré dans le monde par la ville, s'instruit de l'accumulation des singularités et des contradictions de la vie urbaine, et les amplifie, dans la ville, dans tous ses moments, et seulement là.

---

<sup>7</sup> Traduction de « moral area » adoptée par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, qui eut peut-être gagné à s'énoncer sous la forme « zone de mœurs ».

Cette séduisante conception de l'Ecole de Chicago, toujours en vigueur dans bien des productions de chercheurs contemporains, est pourtant de moins en moins recevable aujourd'hui. D'abord parce que la ville ne se saisit plus comme totalité, tant sa mise en forme dépend désormais d'espaces et de populations qui lui sont extérieurs, ensuite parce que les catégorisations de l'officialité et de la subterranéité ne sont opposables que dans des franges de plus en plus restreintes d'une officialité chancelante marquée par la difficulté des Etats de se dire, de s'exposer, de s'orienter.

Les migrants transnationaux sont brusquement passés des soumissions au lieu-ville à celles des logiques commerciales des grandes firmes mondiales. Savoir franchir les frontières nationales, celles des accords internationaux, en les effaçant par la juxtaposition de réseaux commerciaux d'économie souterraine c'est substituer à l'impersonnalité des traités officiels, la chaleur des rapports interpersonnels étendus de nations à nations, autour de liens de confiance, d'engagements de parole ; c'est aussi ne plus dépendre des volontés des peuples et des nations traversés, mais demeurer dans la complémentarité de ses lieux d'origine, des siens, d'ailleurs restés proches puisque uniques et définitives centralités ; c'est encore relativiser à l'extrême les différences culturelles ou cultuelles, les xénophobies toujours liées aux exacerbations des identités locales, car faire commerce nécessite la connaissance et le respect des autres partenaires et de leur parole, des autres espaces, des autres sociabilités. Les transformations urbaines qui résultent de la croisée des chemins entre migrants sédentaires et circulants expriment ces nouvelles dispositions et n'apparaissent pas n'importe où, évidemment, mais tout près de frontières assignées, inventées comme limites économiques, cultuelles et morales radicales : dans les Sud de l'Europe, en Andalousie, zone de tous les trafics entre Afrique et Europe de l'ouest, et en Bulgarie, proche des zones criminogènes albanophones . Plus précisément près des villes de Sofia et d'Alicante. Tout se passe comme s'il y avait interaction suffisante entre ces villes et les proches zones criminogènes, à la façon, mais hors échelle, dont les « districts moraux » pouvaient, aux Etats-Unis, dans la première moitié du XXème siècle, travailler Chicago. La dialectique des transformations est bien en acte, suivant le schéma général simmélien, mais les échelles territoriales, les mobilités sont autres.

La trame des propositions de Simmel et de Park reste d'actualité comme mode privilégié de penser les processus de changement, mais la ville ne suffit plus à dire les sociabilités du monde contemporain : les « *districts moraux* » deviennent des zones criminogènes aussi vastes que l'Andalousie ou les espaces albanophones. Les mobilités

intra-urbaines ne sont plus que préparatoires à celles de « territoires circulatoires », qui traversent les nations. Changements d'échelles qui articulent au mieux les étrangers dans la ville avec leurs nombreuses origines, et surtout les circulants et les sédentaires : qui leur permettent désormais de s'affirmer d'ici et de là-bas, et de l'entre deux lieux.

## BIBLIOGRAPHIE

- O. BAC, A. CHOPLIN. « Tenter l'aventure » par la Mauritanie : migrations transsahariennes et recompositions urbaines. In *Autrepart*. n° 36. 2006.
- A. BATTEGAY. Dubaï : économie marchande et carrefour migratoire. Etude de mise en dispositif. In *Mondes en mouvement, migrants et migrations au Moyen-Orient au tournant du XXIème siècle*. IFPO-Karthala, 2004.
- M. BAZIN et alii. *Méditerranée et Mer Noire entre mondialisation et régionalisation*. L'Harmattan. 2000.
- J.-F. BAYART. *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*. Fayard. 2004.
- C. BORDES-BENAYOUN, D. SCHNAPPER. *Diasporas et nations*. Odile Jacob. 2006.
- A. BOUBEKER. *Des mondes de l'ethnicité*. Thèse de sociologie. EHESS, Paris, 2001.
- X. BOUGAREL, N. CLAYER (dir.) *Le nouvel islam balkanique. Les musulmans acteurs du post communisme, 1990-2000*. Maisonneuve et Larose. 2001.
- S. BREDELOUP. La diams'pora. In *Revue Européenne des Migrations Internationales*. N°2, 2002.
- M. BRUNEAU. *Diasporas et espaces transnationaux*. Anthropos Economica. 2004.
- P. CHASSAGNE, K. GJELOSHAJ. L'émergence de la criminalité organisée albanophone. *CEMOTI*. 2002.
- D. DIMINESCU. *Visibles mais peu nombreux, les circulations migratoires roumaines*. Ed. de la MSH Paris. 2005.
- M.-K. DORAI, M.-A. HILY, F. LOYER. *Bilan des travaux sur la circulation migratoire*. Poitiers CNRS-Migrinter et DPM. Ronéo. 1999.
- C. DUFY, F. WEBER. *L'ethnographie économique*. La Découverte. 2007.
- C. ESCOFFIER. *Migrations transsahariennes et communautés d'itinérance*. Thèse de sociologie. Toulouse Le Mirail 2006.
- C. GEERZ. *Savoir local, savoir global*. PUF, 1986.
- A. GOKALP. Migrations transnationales et nouvelles diasporas. In *Migrations et errances*. Grasset. 2000.
- Y. GRAFMEYER. *Sociologie urbaine*. Nathan, 1994.
- H. von GUNSTEREN. Four Concepts of Citizen Identity', in B. STREENBERGEN ed. *The conditions of Citizenship*. Sage 1996.
- M. HALBWACHS. *La topographie légendaire des Evangiles en Terre Sainte*. PUF. 1942.
- U. HANNERZ, *Explorer la ville*. Minuit 1983. *Transnational Connections*. Routledge, 1996.
- F. LAHBABI, P. RODRIGUEZ. *Migracions y genero. El caso de las mujeres migrantes marroques que trabajan en la prostitucion en Almeria*. VIIème congrès de sociologie. Salamanque. Septembre 2001.
- E. MA MUNG (dir.). *Mobilités et investissements des émigrés*. L'Harmattan. 1996.
- E. MA MUNG. La diaspora chinoise et la création d'entreprises : réseaux migratoires et réseaux économiques en Europe du Sud.. in L.MULLER et S. de TAPIA. *La création d'entreprises par les immigrés*. L'Harmattan. 2005.
- A. MEDAM. Diaspora/ diasporas. Archétype et typologie. *REMI*. vol. 9, n° 1. 1993.
- J. METRAL. Dans les steppes de la Palmyrène. *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 59- 60.
- C.A. MICHALET. *Qu'est-ce que la mondialisation ?* La Découverte. 2004.
- L. MISSAOUI. Petit ici, notable là-bas. Trajectoires de réussite de Tunisiens en France. *REMI*, n° 1. 1995.
- L. MISSAOUI. *L'étranger de l'intérieur*. Payot. 2005.
- L. MULLER, S. de TAPIA (dir.) *La création d'entreprise par les immigrés*. L'Harmattan. 2005.
- R.E. PARK. *The collected papers of R.E. PARK*. Free press of Glencoe. 1955.
- J.-F. PEROUSE. Migrations, circulations et mobilités internationales à Istanbul. *Les dossiers de l'IFEA*. 2002.
- A. POPOVIC. *Cultures musulmanes Balkaniques*. Istanbul, Isis. 1994.
- J. REMY et L VOYE. *La ville, vers une nouvelle définition ?* L'Harmattan. 1992.

- S. SASSEN. *La ville globale*. Descartes & Cie. 1996.
- J;-D. SEMPERE, *Los Pieds-Noirs en Alicante*. Ed. Universidad de Alicante. 1999.
- G. SIMMEL. *Le conflit*. Circé, 1995. *Secret et sociétés secrètes*. Circé, 1993. *Sociologie et épistémologie*. PUF. 1981.
- R. SOULTANOVA. Les migrations multiples de la population bulgare. Actes du colloque La France et les migrants dans les Balkans : un état des lieux.. 20 janvier 2005. Paris. *Courrier des Balkans*, document en ligne.
- S. de TAPIA. *L'impact régional en Turquie des investissements industriels des travailleurs émigrés*. IFEA-L'Harmattan, 1996.
- S. de TAPIA. *Ulus et Yurt, entre espace nomade et mondialisation. Territoires espaces et sociétés de l'aire altaïque au champ migratoire turc*. Thèse d'HDR. Poitiers. 2005. 2 tomes, 508 pages.
- A. TARRIUS . *Anthropologie du mouvement*. Paradigme. 1989.  
*Les Fourmis d'Europe. Migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*. L'Harmattan 1992.  
*Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine*. Ed. de l'Aube. 1995.  
*Les nouveaux cosmopolitismes* .Ed. de l'Aube. 2001  
*La mondialisation par le bas .Les nomades des économies souterraines*. Balland 2003.  
*La remontée des Sud. Afghans et Marocains en Europe méridionale*. Ed. de l'Aube 2007.
- W-I. THOMAS et F. ZNANIECKI. *Le paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant*. Préface de Pierre TRIPIER, *Une sociologie pragmatique*. Natahn, Essais & Recherches. 1998.
- S. YERASIMOS. Istanbul : approche géopolitique d'une mégapole. *Hérodote*. n° 103. 2001.
- M. YOUNG et P. WILLMOTT. *Le village dans la ville*. CCI. 1983.